

**Nations unies - Lutte contre le
terrorisme et mise en oeuvre de la
résolution 1373 - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 28 septembre 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi avant tout de remercier chaleureusement nos intervenants, en commençant par le Secrétaire général adjoint en charge de la lutte contre le terrorisme, M. Vladimir Voronkov. Nous avons déjà eu l'occasion de vous féliciter et de vous dire le plein soutien de la France à votre action mais je vous réitère aujourd'hui nos plus sincères vœux de succès puisqu'il s'agit de votre première intervention devant ce Conseil. Je souhaiterais également remercier l'ambassadeur Amr Aboulatta pour sa présentation et pour le leadership que son pays exerce à la tête du Comité contre le terrorisme. Enfin, j'adresse les remerciements de la France à M. David Scharia pour son exposé sur l'action remarquable que mène la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT) et saisis cette occasion pour souligner que la France attend avec impatience l'arrivée à New York de la nouvelle directrice exécutive, Mme Michèle Coninx.

Monsieur le Président, le terrorisme est aujourd'hui l'une des plus grandes menaces à la paix et la sécurité internationales. La lutte contre le terrorisme appartient donc tout naturellement au cœur de métier du conseil de sécurité. Elle requiert, de la part des États et de la communauté internationale dans son ensemble, une réponse organisée, ferme et unie.

Je m'en tiendrai aujourd'hui à deux observations principales, la première sur le rôle essentiel des Nations unies dans la lutte contre le terrorisme et la seconde sur celui de la Direction exécutive et du Comité contre le terrorisme en particulier.

1/- S'il appartient avant tout aux États d'adopter les dispositifs et les mesures nécessaires pour lutter contre le terrorisme, les Nations unies ont aussi un rôle majeur et croissant à jouer. Le terrorisme fait partie, en effet, de ces menaces globales qui appellent une réponse globale et pour lesquelles l'ONU a donc une mission irremplaçable.

Les Nations unies ne partent pas d'une feuille blanche. Elles ont jusqu'ici rempli trois grandes fonctions dans la lutte contre le terrorisme :

- la création de normes et d'obligations, d'abord, afin que les États se dotent de mécanismes robustes de lutte contre le terrorisme. Un nombre très important de résolutions thématiques du

Conseil de sécurité a ainsi été adopté depuis 2001 et plus particulièrement depuis trois ans ; ces résolutions couvrent de nombreux aspects de la lutte contre le terrorisme, de la question du financement à celle de la lutte contre la propagande en passant par la question des combattants terroristes étrangers en particulier.

- l'adoption de sanctions, ensuite, qui visent à priver les groupes terroristes des moyens de commettre des attentats. C'est notamment le cas du «régime 1267». Les Nations unies ont développé un important savoir-faire en ce domaine ;

- le renforcement de la coopération internationale et du dialogue, enfin, afin d'encourager les États à travailler davantage ensemble, ainsi que l'échange de bonnes pratiques. C'est évidemment un chapitre essentiel et pour nous tous une priorité de premier plan.

Monsieur le Président, avec la montée en puissance de Daech en 2014, la menace terroriste a considérablement évolué. Le phénomène des combattants terroristes étrangers et le recours massif à Internet et aux réseaux sociaux à des fins de recrutement, de financement ou d'appel au passage à l'acte ont donné une nouvelle ampleur à la menace qui est désormais véritablement mondiale. La lutte contre le terrorisme est ainsi devenue l'une de ces «nouvelles frontières» pour les Nations Unies, au même titre que d'autres grands défis mondiaux tels que le climat ou les migrations.

L'ONU a donc le devoir et la responsabilité de s'assurer que sa réponse à la menace est bien adaptée. À cet égard, la création d'un nouveau bureau du contre-terrorisme et la nomination à sa tête d'un Secrétaire général adjoint dédié à ce sujet représentent une réelle avancée. La France s'en félicite et espère que cela permettra d'améliorer la cohérence de l'action des Nations Unies dans ce domaine et de renforcer sa visibilité.

2/- J'en viens maintenant à ma deuxième remarque qui porte sur l'action du comité contre le terrorisme (CTC) et de sa Direction exécutive, puisque la note de concept nous invite à nous pencher plus particulièrement sur la mise en oeuvre de la résolution 1373.

Au sein de cette nouvelle architecture du contre-terrorisme, le comité contre le terrorisme doit continuer à remplir deux fonctions essentielles, toutes deux aussi importantes :

- la première consiste à sensibiliser les États aux évolutions de la menace terroriste. Le Comité ne peut faire ce travail qu'avec le soutien et l'appui de la DECT, la direction exécutive du comité contre le terrorisme, qui dispose à cet égard d'une expertise remarquable. Je tiens à rendre hommage aujourd'hui à l'excellent travail que fournissent les équipes de la DECT. Les thématiques sur lesquelles elle travaille rejoignent tout à fait les priorités de la France, qu'il s'agisse de la lutte contre la propagande terroriste, en particulier sur Internet, ou encore du financement du terrorisme pour ne citer que ces deux exemples. La France, à travers l'engagement du président Macron, joue un rôle moteur sur ces deux sujets. La France a ainsi organisé, aux côtés du Royaume-Uni et de l'Italie, un événement de haut niveau sur l'utilisation d'internet par les groupes terroristes, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Cette réunion, sans précédent, a permis de renforcer le dialogue avec les entreprises du secteur de l'internet. Comme l'a souligné le président Macron, il s'agit d'une étape importante

mais nous devons aller plus loin. Et comme l'a annoncé également le président Macron, la France organisera début 2018 une conférence internationale sur le financement du terrorisme. Nous encourageons bien sûr la DECT à poursuivre son action dans les deux domaines que je viens de mettre en relief.

- la seconde fonction du comité, mise en oeuvre par la DECT, est d'examiner la façon dont les États appliquent les principales résolutions du conseil. Ce travail d'évaluation est absolument indispensable. La France encourage tous les États à accepter les visites de la Direction exécutive afin qu'elle puisse auditer leurs systèmes de lutte contre le terrorisme et formuler les meilleures recommandations. Pour sa part, la France a reçu la DECT pour la dernière fois en 2015 et en a tiré des enseignements importants. De nombreuses mesures administratives et législatives ont été adoptées depuis pour renforcer notre dispositif de lutte contre le terrorisme. Il est par ailleurs essentiel que, sur la base de ces évaluations et recommandations, des programmes d'assistance technique puissent ensuite être conçus et mis en oeuvre par les entités compétentes des Nations Unies. Et, sur ce point en particulier, une coopération étroite entre la DECT et le nouveau bureau du contre-terrorisme sera cruciale.

Monsieur le Président,

Le terrorisme fait aujourd'hui partie de ces grands défis mondiaux face auxquels les États ne peuvent plus agir seuls. La conviction de la France, comme le président Macron l'a rappelé à la tribune de l'Assemblée générale la semaine dernière, c'est que le multilatéralisme est la bonne réponse, sur le terrain de la légitimité mais aussi sur celui de l'efficacité, pour répondre à ces défis.

Je vous remercie./.